Ca ne prend plus

Nous reproduisons aujourd'hui un bon article du Soleil, qui résume très bien la situation du gouvernement Laurier et des dépenses faites par les Bleus. Nous prions nos lecteurs de lire cet article avec attention. Il portera profit. L'article est intitulé "Ca ne prend plus ;" mais des articles comme celui-là prennent bel et bien.

Les conservateurs trouvaient, en 1828, que les libéraux depensaient beaucoq trop. Ils tonnaient à qui mieux mieux contre l'administration McKenzie, dont le dernier budjet n'était, pour les dépenses, que de $23,713,071.

Ils organisèrent donc un véritable charivari contre le gouvernement libéral qui, disaient-ils, ruinait le pays par ses extravagances, ses dépenses exagérées !

Le peuple se laissa prendre à ces vaines et fausses clameurs et poussa ses sauveurs au timon des affaires. Malgré le mirage quelque peu ébloussant de la protection qui, au début, coïncident avec le retour des bonnes années, jeta un éclat passager sur les premiers effets de leur politique, ils n'eurent qu'un succès des plus éphémères.

Cependant ils avaient bel et bien promis de gouverner en dépensant moins que les libéraux.

Nous en trouvons la preuve dans la brochure anglaise de sir David McPherson, l'une des plus documentées de la littérature tory de l'époque.

L'auteur, homme politique important, épris d'une rage tout à fait subite de retranchement, vouait M. McKenzie aux gémonies, parce que les dépenses avaient atteint le chiffre de $23,713,076.

Il s'engageait à mieux que cela. Si notre parti arrive au pouvoir, disait-il, nous ne dépenserons pas autant. La somme de $22.000,000 est plus que suffisante.

Sir Leonard Tilly qui fut ministre des Finances dans le gouvernement du vieux sir John, disait dans le même temps, au "Mechanics Institute" de St. Jean N. B., que $22,500,000 était un chiffre suffisant et que le parti s'engageait à ne pas dépenser plus une fois au pouvoir.

Tout le monde sait ce qui est arrivé. Les bleus sont montés au pouvoir et les dépenses sont montées avec eux sans jamais s'arrêter. Elles étaient rendues au total de $42,000,000, presque le double des dépenses libérales de 1877, lorsque les électeurs fatiqués de ce régime néfaste leur fit faire la culbute de 1896.

Aujourd'hui, tout comme en 1878, les conservateurs se reprennent à crier contre les dépenses du cabinet Laurier, mais ça ne prend plus.

Ils ont beau dire et promettre qu'ils feront mieux que les libéraux si l'administration leur est de nouveau confiée, ils sont trop connus et ça ne prend plus !

Ils ont trop favorisé les monopoles et les combines dans le passé, pour que le peuple les prennent au sérieux lorsqu'ils se proclament les amis de l'ouvrier, de la classe laborieuse, du pauvre monde. Ca ne prend plus !

On sait trop bien que durant leur 18 ans de gouverne, ils ont constamment ignoré la classe agricole, repoussant les pétitions des cultivateurs qui s'adressaient à eux dans leurs pressants besoins, et refusant systématiquement de faire quoique ce soit pour que l'électorat s'arrête aujourd'hui le moins du monde, à leurs promesses mensongères, à leurs paroles mielleuses et trompeuses. Ce sont les exploiteurs de la bonne foi du peuple, et ça ne prend plus !

C'est en vain qu'ils inventeront des scandales contre le gouvernement Laurier, pour le déprécier et lui faire perdre la confiance populaire. Les crimes politiques dont ils ont souillé leur parti et qui ont fait monter le rouge de la honte au front de tous les bons patriotes, sont trop récents et trop révoltants pour qu'ils aient le droit de faire des reproches à leurs adversaires. Ils peuvent crier et s'égosiller tant et tant, ça ne prend plus !

Ils ont été parjurés à tous leurs serments politiques et lorsqu'ils viennent reprocher à l'administration libérale d'avoir manqué à ses promesses envers le pays, on les regarde comme de mauvais farceurs, comme des voleurs pour mieux dissimuler leurs propres rapines. Ca ne prend plus !

Ils avaient une belle corde à battre et qu'ils ont usée, on pourrait dire, dans les élections générales de 1886, 1891 et 1896 ; le manque de loyauté des libéraux à la couronne britannique Les électeurs savent très bien maintenant que l'éole de M. Laurier, quant à la loyauté, est comme la femme de César, au-dessus de tout soupçon. Aussi n'en est-il plus question. Ca ne prend plus !

Ils essaient bien encore à faire croire au peuple que les libéraux sont incapables de gouverner, qu'ils ne sont bons tout au plus qu'à faire de l'opposition, mais les faits, des faits indéniables aussi évidents que le soleil en plein midi, leur portent un solennel démenti. La prospérité sans précédent dont nous jouissons à l'heure qu'il est, due après la Providence, à la politique sage et éclairée, progressive et énergique de M. Laurier, rend témoignage plus que toute parole humaine, de l'habilité et du savoir faire politique de notre gouvernement libéral. Inutile pour ces bons bleus de dégoiser contre nos chefs avec de pareilles niaiseries. Ca ne prend plus !

En un mot, toutes leurs accusations n'étant nullement fondées, ne sont plus devant le corps électoral qu'autant de hâbleries, de paroles en l'air que le vent emporte comme tout ce qui vient de démagogues aux abois. Qu'ils essaient encore leurs vieux trucs ou qu'ils en inventent de nouveaux, peu importe. Ils sont trop connus. Ca ne prend plus et ça ne prendra plus ! Le Soleil, 20 Oct. 1900.

Chambre des mines pour le centre du Canada a Winnipeg

Il y a eu à Winnipeg le samedi le 20 du mois courant une assemblée des membres fondateurs de la chambre des mines pour le centre du Canada. M. F. W. Stobart présidait l'assemblée qui avait pour but règler quelques détails d'administration Mon. F H. Malcolm, qui était secrétaire de la chambre des mines du Transvaal donna un aperçu de ce qui a déjà été fait par la chambre des mines pour le développement des mines du Lac des Bois.

Les membres présents décidèrent qu'en vue des encouragements obtenus, et des bons résultats déjà appréciables, le moment est venu de déveloper le champ d'action de cette institution et d'appeler à son secours le support des capitaux de ceux qui sont directement intéressés au bon fonctionnement de nos districts miniers.

Il y aura une autre assemblée samedi prochain pour décider les moyens à prendre dans ce but.

Inutile d'ajouter que l'expérience de Mons. Malcolm est un bon appoint et que nous voyons avec plaisir plusieurs de nos amis en bonne position pour profiter du développement extraordinaire qui va se produire.

Tout indique que nos mines seront bientôt plus connues que les fameuses mines de Johannesburg.

Nous n'aurons pas de taxe de guerre à payer !

L'Angleterre Francophile

On écrit de Londres que Sir Albert Rollit, dans un discours à ses électeurs, s'est étendu longuement sur le maintien de l'entente cordiale avec la France qu'il considère comme dictée par le devoir et la sagesse.

"Les chambres de commerce, a-t-il dit, ont fait récemment à Paris une visite dans ce but, et des vues amicales ont été exprimées avec M. Millerand et avec d'autres Français de distinction, au cours d'une entrevue avec le président de la république, qui a témoigné à lord Avebury, et à moi-même, la plus grande amabilité et leur a accordé la plus aimable hospitalité.

"La France est notre voisine la plus proche, a poursuivi l'orateur : nous somme les meilleurs clients l'un de l'autre, et j'estime qu'un point essentiel de la politique étrangère de l'Angleterre est de cultiver une amitié franche et sincère avec la France ainsi que je l'ai recommandé dans une récente visite dans ce pays, aussi bien qu'en Angleterre.

"Ces sentiments sont partagés par lord Avebury et par tous ses collègues de la chambre de commerce et j'insiste vivements pour que les électeurs les voient d'un oeil favorable."

On sait que Sir Albert Rollit a été réélu, à Londres, dans le quartier d'Islington.

AVIS

Avis public est par la presente, donné aux électeurs du district électoral de Provencher que M. Télesphore Pelletier, marchand de la ville de St. Boniface, est nomme agent d'élection de M. Alphonse Alfred Clement La Rivière candidat à cette election pour ce district électoral.

Aug. Gauthier
Officier Rapporteur.

Daté St. Boniface
30 Octobre, 1900.



AVIS

Commission des Ventes de Terres d'Ecole

Avis est par la présente donné qu'en vertu des pouvoirs et de l'autorité qui n'ont été conférés par ordre de Son Excellence, le Gouverneur Général en Conseil, me nommant comme commissaire pour faire enquête sur certaines prétendues irrégularités, dans les ventes des Terres d'Écoles, faites durant le mois de juin dernier, je procèderai à l'enquête au sujet des dites accusations, et entendrai toutes les plaintes à cet égard, aux jours et lieux suivants savoir:

Minnedosa à l'hotel de Ville, Lundi, 22 Oct. à 4 P. M.

Birtle à l'Hôtel de Ville, Mardi 23 Oct. à 7.30 P. M.

Rapid City, à l'Hôtel de Ville, Mercredi, 24 Oct. à 8 P. M.

Gladstone, à l'hôtel de Ville, Lundi 29 Oct, à 2.30 P. M.

Portage la Prairie, au Palais de Justice, Mardi, 30 Oct. à 2.30 P. M.

Avis des séances aux autres lieux dans la Province suivra.

Daté à Winnipeg, le 5ième jour d'Octobre A. D. 1900.

J. E. P. PRENDERGAST,
Commissaire.

Enquete sur les ventes des Terres d'ecole

Avis est par la présente donné qu'en vertu des pouvoirs et de l'autorité à moi conférée par un ordre de son Excellence le Gouverneur Général en Conseil, me nommant Commissaire pour faire enquête et rapport sur certains prétendues pratiques frauduleuses ou irrégularités concernant la vente publique des Terres d'Ecoles dans cette Province, je procéderais à l'enquête sur les dites accusations et entendrais les plaintes s'y rapportant aux dates et lieux suivants, savoir :

McGregor, a ou près la Maison d'Ecoles Lundi, 5 Nov. à 1 P. M.

Carberry, à la Salle Municipale, Mardi, 13 Nov. à 10,30 A. M.

Brandon, au Palais de Justice, Mercredi, 14 Nov. à 10,30 A. M.

Oak Lake, à ou près la Maison d'Ecole, Jeudi 15 Nov. à 1 P. M.

Virden, à ou près la Maison d'Ecole, Vendredi, 16 Nov. à 1,30 P. M.

Miami, à ou près la Maison d'Ecole, Lundi 19 Nov. à 3 P. M.

Baldur, à ou près la Maison d'Ecole, Mercredi, 21 Nov. à 7. P. M.

Winnipeg, au Palais be Justice, Mardi, 37 Nov. à 2.30 P. M.

Emerson, à l'Hotel de Ville, Jeudi, 6 Décembre, à 4.30 P. M.

Holland, à l'Hôtel de Ville, Mardi, 11 Décembre à 8 P M.

Souris, à ou près la Maison d'Ecole, Jeudi, 13 Décembre à 7,30 P. M.

L'enquête se continuera aux autres endroits où ont eu lieu des ventes, et avis subsequent sera donné à cet égard.

J, E. P. PRENDERGAST,
Commissaire.

Daté à Winnipeg, le 15eme jour d'Octobre A, D. 1900.